



REVUE DE PRESSE DU 24/01/2018

- 1- La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a estimé mardi que l'économie algérienne devrait continuer à ralentir en 2018, même si le secteur pétrolier a enregistré une "forte croissance".

- 2- L'évolution annuelle des prix à la consommation en 2017 a été de 5,6% par rapport à 2016, a appris mardi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Cette évolution annuelle représente celle de l'indice des prix à la consommation sur la période allant tout au long des douze (12) mois de 2017 par rapport à la même période de 2016.

- 3- L'équilibre financier de la compagnie aérienne Air Algérie est "fragile" vu les charges de cette entreprise, a indiqué mardi le directeur de la Division commerciale de la compagnie nationale, Zohir Houaoui. Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Houaoui a relevé que cette situation s'explique essentiellement par les charges de la compagnie liées notamment à la masse salariale qui devrait se situer entre 18% et 20% des charges, ainsi qu'aux coûts d'exploitation relatifs à la maintenance et au carburant.

- 4- L'opération de reconstitution du stock en coque, combustible utilisé pour chauffer le haut fourneau N2 du complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba a été lancée lundi avec l'arrivée d'une première livraison de cette matière, a indiqué mardi à l'APS le directeur général du complexe, Chamsseddine Maâtallah.

- 5- Le groupe Sonelgaz est en phase de remporter le défi d'améliorer le service public d'alimentation en gaz et de porter le réseau national de transport de gaz à 20.000 km, a affirmé lundi à Annaba son PDG Mohamed Arkab.



- 6- Les essais techniques et dynamiques du tramway d'Ouargla ont enregistré "avec succès" un avancement global estimé à plus de 90 %, a appris mardi l'APS auprès du chef du projet.

- 7- Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires et une importante quantité d'armes a été récupérée mardi après-midi à Tamanrasset, grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



A lire : Coface: l'économie algérienne devrait continuer à ralentir en 2018

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a estimé mardi que l'économie algérienne devrait continuer à ralentir en 2018, même si le secteur pétrolier a enregistré une "forte croissance".

"Même si le secteur pétrolier a enregistré une forte croissance au cours de l'année, il n'a pas compensé le ralentissement de l'activité hors pétrole. En 2018, l'économie devrait continuer à ralentir", a-t-elle précisé dans son rapport annuel sur les risques et prévisions sur 160 pays et 13 secteurs, soulignant que depuis 2014, le soutien public à l'activité a permis de limiter l'impact de la baisse du prix du pétrole sur l'économie algérienne.

Toutefois, a-t-elle relevé, face à l'épuisement des ressources financières de l'Etat et la baisse des dépenses publiques, la croissance algérienne a ralenti en 2017. C'est sur ces éléments d'analyse, que la compagnie a classé l'Algérie, pour la deuxième année consécutive, dans la catégorie "C" avec un risque d'impayés des entreprises "élevé". Dans la même catégorie, figurent entre autres l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'Ukraine.

Dans le secteur des hydrocarbures, la Coface a considéré que la reconduite des quotas dans le cadre de l'accord OPEP devrait limiter la croissance du secteur pétrolier "déjà pénalisée" par le manque d'investissement et l'arrivée à maturité de certains champs.

"Une nouvelle loi visant à accroître l'attractivité du secteur auprès des investisseurs étrangers en limitant les restrictions imposées aux compagnies étrangères devrait être mise en place en 2018 mais ses effets ne devraient pas être visibles à court terme. L'activité hors pétrole devrait montrer des signes d'essoufflement", a indiqué dans son analyse cette compagnie d'assurance.

Par ailleurs, elle pense que la poursuite du soutien à la consommation en augmentant les dépenses sociales "se fera au détriment de l'investissement public", et l'impact de cette mesure sur le pouvoir d'achat des ménages "devrait être limité par la hausse de l'inflation". Elle a estimé, sur un autre plan, que les barrières à l'importation tendent à "accroître le prix des produits étrangers".

"Les mesures visant à réduire la facture des importations ont permis une baisse de ces dernières en 2017 et de nouvelles mesures visant à limiter la diminution des réserves de change devraient être appliquées en 2018. Les IDE en direction de l'Algérie devraient néanmoins s'accroître", a-t-elle ajouté, relevant en outre la légère diminution du déficit public en 2017 qui reste cependant à "à deux chiffres".

La légère hausse du prix du baril au cours de 2017 a permis une augmentation des recettes fiscales mais les dépenses n'ont que faiblement baissé. Bien qu'en légère diminution, le déficit public devrait rester conséquent en 2018, selon la Coface.

Parmi "les points forts" de l'Algérie, la Coface cite les importantes réserves de pétrole et de gaz, notamment le gaz de schiste, son potentiel dans les domaines des énergies renouvelables et du tourisme et la situation financière extérieure "solide" avec un "très faible" endettement extérieur et les importantes réserves de change. Les "points faibles" qu'elle énumère sont le chômage des jeunes, la "forte" dépendance aux hydrocarbures et les lourdeurs bureaucratiques.